

## **Discours du président du Conseil européen, Donald Tusk, lors de la conférence annuelle des ambassadeurs de l'UE**

Je suis très heureux que nous soyons aujourd'hui réunis. Plus les temps sont difficiles, plus il importe d'être en bonne compagnie. Le moment ne saurait être mieux choisi. Vous n'auriez également pas pu choisir thème plus adapté pour votre conférence annuelle: "L'Union européenne dans un environnement mondial en mutation". Les représentants, délégations et missions de l'Union à l'étranger sont nos yeux, nos oreilles et notre voix sur le terrain. On croirait peut-être entendre un slogan, mais je le pense vraiment. Et je le sais non seulement de source théorique, ou par la lecture de documents et articles, mais aussi de par ma propre expérience. Vous êtes une composante indispensable de la réponse apportée par l'Europe à un environnement mondial plus difficile, et votre rôle sera plus décisif encore dans les mois qui viennent. Je détaillerai les priorités dans un instant.

Tout d'abord, je voudrais vous remercier sincèrement de l'aide que vous m'avez apportée depuis que j'ai endossé la responsabilité de président du Conseil européen pour assurer la représentation extérieure de l'Union. Peu importe que ce soit pour accueillir des sommets, pour visiter des pays tiers, de Washington à Tbilissi, d'Erevan à Bakou, de Tunis à Kiev et de Tokyo à Chisinau, ou encore pour engager le dialogue avec des dirigeants étrangers; je me suis toujours senti totalement soutenu, à chaque étape. Merci beaucoup, de tout cœur, et il ne s'agit pas que d'un compliment officiel: j'ai réellement été impressionné.

Lorsque j'ai assumé mes fonctions en décembre dernier, mes priorités extérieures étaient les suivantes:  
Protéger les valeurs fondamentales de l'Union européenne des menaces extérieures;  
Faire en sorte que l'Union soit plus forte sur la scène internationale, en premier lieu par la sécurisation de nos frontières et l'aide aux pays de notre voisinage qui partagent nos valeurs;  
Privilégier le renforcement des relations transatlantiques, les liens entre l'Europe et les États-Unis étant absolument essentiels à nos avenir respectifs.

Vous constaterez que ma position n'a changé en rien depuis lors, si ce n'est l'urgence plus vive que jamais de ces priorités et les conséquences plus apparentes de tout échec.

La visite du président Porochenko à Bruxelles la semaine dernière a été l'occasion de faire le point sur le conflit actuel en Ukraine et la réponse que nous y apportons. Le nouvel appel au respect du cessez-le-feu en place depuis mardi et l'accord crucial sur la réduction de la dette ukrainienne doivent être vivement salués. Espérons que l'accord de Minsk, qui a dangereusement menacé de voler en éclats au cours des derniers mois, sera correctement mis en œuvre. Les événements dramatiques récemment survenus à Kiev ne font que prouver à quel point ce processus est difficile.

Bien entendu, je me réjouis que l'Union ait conservé son unité à propos des sanctions imposées à la Russie après l'annexion illégale de la Crimée. Nous devons maintenant redoubler d'efforts pour soutenir le processus de réforme en Ukraine et pour résister aux tentatives visant à déstabiliser le pays. Le cas de l'Ukraine est un test pour les valeurs fondamentales de l'Europe dans son voisinage. Les pays de la région observent avec attention la situation pour voir si les frontières souveraines peuvent être violées, car les conséquences pour leur propre sécurité sont énormes. Ils veulent savoir si leur avenir sera régi par l'État de droit, ou par la combinaison de muscles et de corruption qu'ils ont autrefois connue. L'avenir de l'Ukraine est le reflet de l'avenir de l'Union européenne en tant qu'acteur mondial.

La sécurisation de nos frontières est le test le plus immédiat et le plus dur auquel nous soyons confrontés. Nous pouvons raisonnablement supposer que plus d'un demi million de personnes franchiront illégalement les frontières extérieures de l'Europe cette année, une partie d'entre eux étant de véritables demandeurs d'asile en provenance de Syrie et d'autres pays. Pour relever ce défi, l'Union doit mobiliser tous les instruments tant internes qu'externes dont elle dispose. Nous assumons et continuerons à assumer nos responsabilités au titre de la convention de l'ONU relative aux réfugiés. Mais nous ne pouvons y parvenir si nous sacrifions l'ordre public pour ce faire. Je travaille maintenant en coopération avec la présidence et les dirigeants à obtenir un nouveau consensus intergouvernemental sur la réponse de l'Union à l'afflux soudain de demandeurs

d'asile. Suite à la dernière réunion du Conseil européen, nous avons légèrement progressé en direction d'une position commune entre les États membres, mais il nous reste un long chemin à parcourir. Nous observons entre les pays certaines tensions que je pourrais résumer, en m'excusant pour le côté simplificateur, par une division entre l'est et l'ouest de l'UE. Certains États membres réfléchissent à endiguer la vague de migrations, ce que symbolise la barrière hongroise controversée. D'autres attendent une plus grande solidarité, préconisant notamment ce que l'on a appelé les quotas obligatoires. Le défi majeur consiste donc à trouver, pour tous, un dénominateur commun et ambitieux à la fois.

Faire face aux grands mouvements de populations doit devenir un thème *de facto* tant de la politique de voisinage de l'Europe, que de son plan d'action sur la scène mondiale. Tout d'abord, nous avons besoin de conclure de nouvelles alliances stratégiques avec notre grand voisinage sur les questions relatives à la migration et à l'asile. Je rappelle que, déjà en juin 2014, le Conseil européen est convenu que la clé à nombre de défis posés par l'immigration "se trouve dans les relations avec les pays tiers, [si bien qu']il y a lieu d'améliorer l'articulation entre les politiques intérieure et extérieure de l'UE". Je souhaite ici souligner à chacun d'entre vous que cela implique de travailler en étroite collaboration avec le gouvernement du pays hôte sur les questions de migration et d'asile, puis de tenir les collègues de Bruxelles au courant des affaires intérieures et des aspects de développement.

Notre premier objectif consiste à s'assurer que les personnes qui ont besoin d'une protection internationale en bénéficient, de préférence aussi près de leur pays d'origine que possible. Le second est de mieux maîtriser ces mouvements massifs de population. Pour atteindre ces deux objectifs, il est nécessaire que les conférences prévues dans les prochains mois, celle de La Valette et celle qui pourrait avoir lieu à Budapest, se concluent par un succès. Les mots ne suffisent plus sur cette question. Nous devons obtenir des résultats.

Je reviens tout juste des Balkans, par où s'introduisent maintenant les passeurs. Nous devrions accélérer les aspects du processus d'élargissement qui se rapportent à l'immigration et à l'asile de manière à ce que ces pays disposent d'une meilleure infrastructure pour répondre aux défis de l'immigration. Il est en outre clairement nécessaire de relancer les liens avec la Turquie de manière à redevenir des amis et partenaires confiants sur cette question comme sur d'autres thèmes.

Des hommes, des femmes et des enfants fuient en direction de nos frontières à cause de l'insécurité et du déclin économique dans notre voisinage immédiat et dans les pays des régions voisines: la Syrie, l'Irak, l'Afghanistan, etc. La capacité limitée qu'a l'Europe de stabiliser la situation ne résulte pas seulement des carences de la politique de voisinage de l'Union. Les régions en question sont confrontées à des menaces sans précédent telles que la montée de l'EI, qui contrôle à la frontière de la Turquie une région plus grande que le territoire britannique. Cela doit appeler une réflexion de la part des démocraties occidentales et de la communauté internationale en général. Les pays du Golfe pourraient faire plus pour contribuer à stabiliser la situation des réfugiés, par exemple. C'est un point que je soulèverai lors de l'Assemblée générale des Nations unies qui doit se tenir courant septembre.

Alors que tous les regards se portent momentanément sur la situation à notre frontière sud-est, la situation en Libye demeure extrêmement grave. L'Union continue à soutenir les efforts de Bernardino León, le représentant spécial des Nations unies, et nous espérons sincèrement qu'un accord pourra être trouvé pour constituer un Gouvernement d'entente nationale au cours des prochaines semaines. J'aimerais simplement dire ici que j'ai particulièrement apprécié la vitesse à laquelle notre nouvelle mission navale dans la Méditerranée a été conçue et déployée par notre personnel militaire en juillet dernier. Il est important que nous passions rapidement à la phase suivante de la mission EUNAVFOR.

Dans trois mois, Paris accueillera l'un des événements internationaux les plus importants de l'année: la conférence des Nations unies sur les changements climatiques, dont l'objectif est d'adopter un nouvel accord sur le changement climatique. Le changement climatique est susceptible de menacer non seulement l'environnement, mais également la prospérité, la réduction de la pauvreté ou, plus largement encore, la stabilité et la sécurité. Il entraîne également pour les flux de migration des conséquences dont nous connaissons la réalité, même si elles sont encore difficiles à quantifier.

L'Union européenne a été la première grande puissance économique à soumettre sa contribution, en mars, sous la forme d'un objectif de réduction des émissions contraignant à l'horizon 2030 d'au moins 40% par rapport aux niveaux de 1990. Il s'agit de la contribution la plus ambitieuse présentée à ce jour. Il est essentiel que d'autres économies majeures prennent des engagements similaires, au moins pour notre future compétitivité. Certains pays du G20 tels que l'Afrique du Sud, l'Arabie saoudite, l'Argentine, le Brésil, l'Inde, l'Indonésie et la Turquie ne l'ont pas fait. Il conviendrait que la diplomatie de l'UE encourage ces pays à présenter sans délai des contributions ambitieuses.

Je sais que les négociations progressent trop lentement. Toutefois, les réunions auxquelles j'ai récemment participé, par exemple le G7 de juin dernier dans le cadre duquel nous sommes convenus d'objectifs à long terme, le sommet UE-Chine ou encore le sommet UE-CELAC, m'ont clairement fait percevoir une volonté politique de parvenir à un accord mondial ambitieux sur le climat.

Ce thème figurera à l'ordre du jour de l'Assemblée générale des Nations unies prévue en septembre, ainsi qu'à celui du G20 que la Turquie doit accueillir en novembre, auxquels je prendrai part. Avec votre aide, nous devons bien préparer le terrain pour éviter les pièges du passé. Je voudrais souhaiter à la France "bon courage" dans ses préparatifs d'ici à décembre.

Je veux à nouveau souligner l'importance que revêt à mes yeux la conclusion rapide du PTCI. Ce point est d'une acuité particulière compte tenu de la nouvelle incertitude économique qui pèse sur l'Asie et de l'imminence de la conclusion du Partenariat trans-Pacifique, qui représente l'accord commercial le plus important que le monde ait connu depuis de nombreuses années.

Il y a de nombreuses autres points que j'aimerais aborder avec vous. Mais je me contenterai d'un bref mot sur la zone euro, car je sais le nombre de questions sur ce sujet auxquelles vos interlocuteurs vous ont confrontés sur le terrain au cours de l'an passé. Je ne vous livrerai pas un compte-rendu détaillé des événements qui se sont succédé depuis janvier au fur et à mesure que nous œuvrons à régler l'avenir de la Grèce dans la zone euro. Je sais gré aux autorités d'Athènes de faire maintenant preuve d'une réelle détermination à travailler de manière constructive avec les institutions, suite à l'accord obtenu en août sur un nouveau programme du MES. Une mise en œuvre rapide et résolue par le nouveau gouvernement permettra à l'économie grecque de retrouver la voie d'une croissance durable fondée sur la solidité des finances publiques, le renforcement de la compétitivité, un niveau d'emploi élevé et la stabilité financière. Entre-temps, l'ensemble de la zone euro progresse vers l'adoption des prochaines mesures destinées à renforcer l'union économique et monétaire, dans le sillage de la publication du rapport dit des cinq présidents.

"Puissiez-vous vivre à une époque intéressante": vous connaissez la malédiction chinoise. De fait, nous vivons des heures sombres, voire bouleversantes. Mais cela doit nous pousser à l'action plutôt qu'à la facilité d'une pensée apocalyptique. Je ne puis me rappeler d'un quelconque moment de la vie politique où le monde n'était pas censé se trouver en plein chaos. J'ai donc tendance à prendre avec prudence les déclarations faisant état de crises existentielles.

Au fur et à mesure que nous progressons comme une équipe pour prouver que l'Europe demeure une force majeure dans le monde actuel, je ne peux que rappeler les mots d'un ancien Européen, Virgile: *Olim meminisse juvabit* ("Peut-être sera-t-il un jour plaisant de se remémorer les problèmes du passé.")

Je vous souhaite de mener des échanges fructueux et attends avec impatience les grands résultats auxquels nous parviendrons ensemble au cours des prochains mois; je demeure toutefois certain que nous pourrons nous rencontrer sans tarder dans le pays de votre travail quotidien respectif. Merci de votre aide et de votre implication.

**Press office - General Secretariat of the Council**

Rue de la Loi 175 - B-1048 BRUSSELS - Tel.: +32 (0)2 281 6319

press.office@consilium.europa.eu - www.consilium.europa.eu/press